

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 08/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GSM**

4 place des Saisons  
Tour Alto  
92400 Courbevoie

Références : 2025-E20185  
Code AIOT : 0005103350

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement GSM implanté Terres à Racques et l'Amarrage et les galets du Hourdel, La Pointe du ..... 80410 Cayeux-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GSM
- Terres à Racques et l'Amarrage et les galets du Hourdel, La Pointe du ..... 80410 Cayeux-sur-Mer
- Code AIOT : 0005103350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GSM, filiale du groupe HEIDELBERG CEMENT Group, est spécialisée dans la production de granulats : roches meubles, roches massives, granulats marins notamment. La carrière GSM située à Cayeux sur Mer est autorisée à exploiter, depuis 1980, un gisement constitué de cordons de galets (mélange de sable, graviers et galets), dont la pureté en silice est de 98 %, ce qui en fait un gisement unique au monde. La qualité et la rareté de cette ressource a été confirmée par l'institution, en février 2017, d'une « zone spéciale de carrière » (article L321-1 du Code Minier). La carrière GSM est aujourd'hui réglementée pour ses activités de carrière (rubrique ICPE 2510), et ses installations de traitement (rubrique ICPE 2515).

### Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.6	Demande d'action corrective	1 mois
5	Localisation, repérage et entretien des ouvrages	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.2.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 7.1.1	Sans objet
3	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 7.1.2	Sans objet
4	Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 7.2.2	Sans objet
7	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.8	Sans objet
9	Suivi de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.5.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs et des actions correctives, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade. L'exploitant réalisera également le dépôt sur GIDAF de son suivi de la qualité des eaux souterraines dans les meilleurs délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant le début de l'exploitation, l'exploitant constitue, conformément au dossier de demande, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins : <ul style="list-style-type: none"><li>• les quatre piézomètres existants ;</li><li>• trois nouveaux piézomètres implantés conformément au dossier de demande.</li></ul> La carte de situation du réseau piézométrique figure en annexe 1 au présent arrêté. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.
<b>Constats :</b>  Un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines est constitué. Il comporte 7 piézomètres conformément à l'annexe 1 du présent arrêté. Lors de la visite, 2 piézomètres ont été vus. Ils sont capuchonnés et cadenassés. Cependant, la base du premier était cassé et l'autre difficilement accessible à cause des herbes hautes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant entretiendra l'accessibilité de chaque piézomètre. De plus, la réparation de la base du piézomètre cassée doit être réalisée le plus rapidement possible et une protection sera mise en place afin d'éviter une nouvelle détérioration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses

émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mail du 24/09/25, le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines pour le premier semestre de l'année 2025. Celui-ci est réalisé par la société GEOSCOPI.

Ce rapport contient les bordereaux de prélèvement et précise que les méthodes de prélèvements et d'échantillonnages sont réalisées suivant la norme NF X 31-615 de décembre 2017.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Mesures comparatives**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 7.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur dans le cas où il réalise lui-même habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

**Constats :**

Les méthodes de prélèvements et d'échantillonnages des eaux souterraines dans un forage font quant à elles référence à la norme française NF X 31-615 de décembre 2017. Les échantillons ont

été confiés au laboratoire "EUROFINS ANALYSES POUR L'ENVIRONNEMENT" pour analyser les paramètres physico-chimiques. Ce laboratoire est accrédité COFRAC. Les normes de référence appliquées par le laboratoire pour les analyses sont celles définies dans l'avis ministériel du 11/04/2024, sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement.

Afin de faciliter la caractérisation de l'évolution de la qualité de l'eau au droit des ouvrages de contrôle (amélioration/dégradation), la société EOSCOP propose de définir, pour les paramètres pour lesquels un seuil de mauvais état est défini, des seuils intermédiaires. Cette proposition s'inspire de la méthodologie d'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines présentée dans les documents du SDAGE 2016-2021 du Bassin Loire-Bretagne. Les valeurs seuils pour évaluer la qualité des eaux souterraines correspondent à celles de l'annexe I du guide national d'évaluation de l'état des eaux souterraines de juillet 2019.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Réseau et programme de surveillance des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 7.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres prévus à l'Article 2.1.6 et sur les paramètres suivants : pH, MES, COT, DBO, hydrocarbures totaux, chlorures, sulfates, conductivité, potentiel d'oxydoréduction et salinité.

À la demande de l'Inspection des Installations Classées, des analyses portant notamment sur les paramètres suivants : Hg, Cd, Cr, Zn, Cu, Pb, Fe pourront être effectuées.

Le niveau piézométrique doit être relevé mensuellement.

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Une surveillance par prélèvement direct dans le plan d'eau sera également réalisée.

Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mail du 24/09/25, le rapport de suivi de la qualité des eaux souterraines pour le premier semestre de l'année 2025. Celui-ci est réalisé par la société GEOSCOP.

Il est indiqué que : "L'article 7.2.2 de cet arrêté impose une surveillance de la qualité des eaux souterraines à une fréquence semestrielle, avec une campagne de prélèvement en période de hautes eaux et une seconde en période de basses eaux sur les 7 piézomètres prévus de l'article

2.1.6. Les piézomètre Pz1 à Pz5 font l'objet d'un suivi par GEOSCOP depuis juillet 2019. Les piézomètres Pz6, Pz7 et Pz8 ont été réalisés en 2022 et ainsi ajoutés au réseau de surveillance."

L'ensemble des paramètres est analysé suivant les fréquences prescrites.

La conclusion est la suivante : "Lors de la campagne de prélèvements de basses eaux d'avril 2025, des analyses ont été réalisées sur les échantillons d'eau prélevés sur 7 piézomètres de contrôle répartis sur l'ensemble de la carrière. Globalement, la qualité physico-chimique des eaux prélevées ne présente pas d'évolution significative au regard des contrôles antérieurs. Les valeurs de conductivité élevées ainsi que les fortes concentrations en chlorures et sulfates témoignent de la proximité des ouvrages avec la mer et du phénomène d'intrusion d'eau saline dans les eaux souterraines."

L'exploitant procède au suivi des paramètres mais ne les intègres pas dans le logiciel GIDAF. L'exploitant a indiqué que cela sera fait rapidement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Localisation, repérage et entretien des ouvrages

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65-I-3°

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées.

Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu.

Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.

**Constats :**

Lors de la visite sur site aucun stockage/installation n'étaient à proximité immédiate de ces deux piézomètres pris au hasard L'accès aux piézomètres est aisé si l'entretien est réalisé, les capots des ouvrages sont fermés, les tubages extérieurs sont en bon état. Cependant la dalle béton de l'un d'entre eux était cassé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant entretiendra l'accessibilité de chaque piézomètre. De plus, la réparation de la base du piézomètre cassée doit être réalisé le plus rapidement possible et une protection sera mise en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Gestion de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (exemple : barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.  Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.  Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.
<b>Constats :</b>  Un contrôle interne est réalisé et il n'y a pas de dégradation de constaté. De plus, l'exploitant réalise tous les 5 ans un contrôle d'huissier de l'ensemble des clôtures et barrières. Il est présenté lors de l'inspection.  Lors de la visite terrain, il a été constaté des panneaux interdisant l'accès au site. L'exploitant précise que les différents accès sont fermés en dehors des heures ouvrées. L'inspection indique que la barrière levante de l'entrée principale doit être réparé rapidement pour ne pas qu'un véhicule ne puisse atteindre les berges pendant les heures ouvrées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra sous 1 mois le dernier rapport d'huissier concernant le contrôle de la clôture. Il transmettra également les photographies de la réparation de la barrière levante.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Gestion de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à la voirie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas



créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.

L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boues ou de matériaux sur la voirie publique.

**Constats :**

Sur les chemins empruntés lors de la visite terrain, il a été constaté que la prescription était respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Conduite de l'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.2.3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Méthode d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'extraction sera réalisée à ciel ouvert, à sec puis en eau, par engins mécaniques.

L'exploitation comportera les phases successives et coordonnées suivantes :

- Décapage de la terre végétale et des stériles et dépôts en cordons périphériques au site ;
- Extraction du gisement ;
- Acheminement des matériaux vers les installations de traitement par bandes transporteuses ou par tracto-bennes, plus particulièrement en cas de défaillance des convoyeurs ;
- Remise en état coordonnée des lieux.

La pente de dragage pour l'extraction au niveau de la façade littorale ne peut être supérieure à 16°.

Les extractions et installations ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles et aggraver les inondations.

Les travaux d'exploitation et de remise en état progressent selon le plan de phasage suivant :

Phase	Opérations	Durée
1 (1a + 1b)	Exploitation de la partie est de l'extension (La Barge) avec reprise de l'extraction dans le plan d'eau en façade	5 ans

	plan d'eau en façade littorale.	
2 (2a + 2b)	Décalage de l'exploitation de la Barge (extension) vers l'ouest et reprise de l'extraction dans le plan d'eau de l'Amarrage et de l'ancienne carrière Silmer.	5 ans
3 (3a + 3b)	Exploitation des zones restantes de l'extension en se décalant vers l'ouest et reprise du reste du plan d'eau de l'ancienne carrière Silmer. En fin de phase, exploitation de la zone où se situent les stocks de l'installation de traitement.	5 ans
4	Exploitation de la zone occupée par l'installation de traitement et finalisation du réaménagement.	4 ans

#### Constats :

L'exploitant indique que les travaux d'exploitation sont les suivants :

- en phasage 1b pour la drague avec barge afin de finir la récupération des matériaux type sable ;
- en phasage 2b et 3a pour la pelle extractive avant l'arrivée de la drague.

De plus, l'exploitant précise que les phases successives et coordonnées sont les suivantes :

- Décapage de la terre végétale et des stériles et dépôts en cordons périphériques au site ;
- Extraction du gisement ;
- Acheminement des matériaux vers les installations de traitement par bandes transporteuses ou par tracto-bennes, plus particulièrement en cas de défaillance des convoyeurs ;
- Remise en état coordonnée des lieux.

L'exploitant souhaite revoir ce phasage, et va déposer une demande dans ce sens prochainement.

Le profil des berges relevé par géomètre sera transmis sous 1 mois.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant transmettra le profil des berges relevé par géomètre sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Suivi de l'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'évolution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un plan topographique à l'échelle adéquate de la carrière et des installations connexes. Sur ce plan doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les limites du périmètre sur lesquelles porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• Les bornes et le piquetage du périmètre d'extraction ;</li> <li>• Les bords de la fouille et les talus ;</li> <li>• Les courbes de niveau et la cotation de l'altitude NGF des points significatifs ;</li> <li>• Les zones remises en état ;</li> <li>• Les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement...) ;</li> <li>• Les zones de stockage (argiles, sables, craies, terres de découverte...).</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit être transmis, à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières, à l'inspection des installations classées sous format papier et en version numérique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan est présenté pendant l'inspection.</p> <p>Ce plan sera transmis sous 1 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite